L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : 72 rue de Chartres

NOUVELLE-ORLÉANS.

MERCREDI, 8 OCTOBRE 1890.

—Nous recevons la livraison d'octobre du "*New Orleans Medical and Surgical Journal*", publication nouvelle à laquelle collaborent des membres distingués du corps médical de la Nouvelle-Orléans. Ce dernier numéro abonde en matières intéressantes. On pourra se le procurer chez L. Graham & Son. Prix de la souscription : $3 par an.

At Fault.

Sous ce titre, Mme Kate Chopin vient de publier un roman dont nous prendrons plaisir à parler aux lecteurs de l'*Abeille* quand nous aurons eu le temps de le lire. —

Mme Kate Chopin, veuve de M. Oscar Chopin, réside actuellement à St-Louis. Elle est, croyons-nous, née en Louisiane, dans tous les cas elle y a résidé de longues années, à la Nouvelle-Orléans et à Natchitoches. Remercions-la pour l'envoi qu'elle nous a fait de son livre.

Grand Opera House.

Deux représentations seront données aujourd'hui—à midi et le soir—de *Jim the Penman*.

Dans le répertoire américain ou anglais c'est là, nous le répétons, un ouvrage qui sort du rang ; il a un double mérite : littéraire et scénique.

Les rôles en sont tenus convenablement ; c'est une pièce qu'il faut voir.

Dimanche prochain : *Les Douze Tentations* par la troupe Gilmore.

Académie de Musique.

Les trois premières soirées de l'Académie de Musique (saison 1890-1891) ont été heureuses ; toujours un auditoire nombreux, et toujours aussi bon accueil pour la troupe qui joue le mélodrame à spectacle : *Lights & Shadows*.

Voici venir la première matinée, et on le sait, les matinées de l'Académie de Musique ont toujours joui d'une grande popularité. Pas de raison pour que le succès ne s'en continue et surtout pour que celle d'aujourd'hui n'obtienne pas pleine réussite. En effet la pièce est de celles qui plaisent à la masse, et la masse est une souveraineté multiple devant les décrets de laquelle il faut se courber.

On peut dire de *Lights and Shadows* que c'est un drame réaliste ; c'est une étude—mise en action — des dessous et dessous de la vie de New York. Bien des scènes en sont réellement pathétiques ; dans son ensemble l'œuvre a de l'intérêt.

Voies aures aujourd'hui double occasion de la voir : en matinée, en soirée.

On annonce pour dimanche 12 octobre : *The Fairies' Well*.

Théâtre St-Charles.

La comédie burlesque : *A Soap Bubble* continue à mettre en gaîté les habitués du St-Charles, et jusqu'ici ils se maintiennent nombreux. Ce *Soap Bubble* est une de ces folies de la plume, comme il en faut parfois au théâtre où il est si bon quelquefois de rire à large mâchoire. Ce rire-là est causé et par la pièce de M. Montgomery Phister et par les sujets qui la jouent, en tête desquels il faut citer M. Chas. W. Young.

Dimanche prochain, première représentation de *A Legal Wrong*.

Saint-Siège.

On écrit, de Rome, à la *Correspondance politique*, de Vienne :

"Le congrès catholique de Liége a mis au jour des divergences parmi les catholiques sur plusieurs questions, notamment sur la part qui doit être faite à l'Etat dans son intervention en faveur des ouvriers, et sur l'attitude à garder la neutralité sur ces questions est à rester en dessus des diverses "écoles". Léon XIII, il est vrai, dans plusieurs documents, a bien reconnu le principe de l'intervention de l'Etat, dans certains cas, mais il n'a pas voulu en pas proclamer la légitimité ou la nécessité de cette intervention dans tel cas donné. C'est ainsi que parmi les économistes catholiques un assez grand nombre sont partisans de la journée de huit heures ; d'autres, au contraire, estiment que, pour les adultes, l'Etat n'a pas le droit d'intervenir ; que, dans tous les cas, le chiffre de huit heures est trop bas et que, l'Etat doit se borner à fixer une durée non pas minima mais maxima. Ni les uns ni les autres ne pourraient invoquer l'autorité du Pape à l'appui de leurs opinions : Léon XIII ne pose qu'un principe général dont l'interprétation est très large et qui n'spécifie rien.

"La lettre du cardinal Manning, où l'archevêque de Westminster réclame, entre autres, la journée de huit heures et la fixation d'un minimum de profit et de salaire a paru beaucoup,—selon la propre expression du cardinal,—trop violente et hardie." Il est bien entendu que le cardinal Manning a émis une opinion personnelle et qui n'engage en rien l'Eglise comme telle. Au reste, il est à remarquer que la discussion d'un minimum de salaire a été écartée par le congrès de Liége lui-même.

"A mesure que les divergences vont s'accentuant entre les économistes catholiques, il est probable que le Saint-Siège observera une grande réserve, et, tout en restant fidèle aux principes généraux qu'il a fixés, s'abstiendra de paraître favoriser exclusivement telle ou telle école. Le pape ne peut pas intervenir dans tous les détails d'application pratique quant au meilleur mode de venir en aide aux classes ouvrières, car les détails varient, nécessairement, selon les situations et les pays. C'est pour ce motif que Léon XIII a l'intention de retarder la publication de l'*Encyclique* sur la question sociale, à laquelle il travaille depuis trois ans."

COUTUMES ANCIENNES.—Une cérémonie rappelant certaines coutumes anciennes, a eu lieu, récemment, à Rochefort, France. Pierre Loti marié, à la demoiselle, ancien marin (celui qu'il a dépeint sous le nom de Sylvestre), avec la jeune femme de chambre de Mme Loti.

M. et Mme Pierre Loti avaient prêté leur grande salle à manger gothique pour le repas de noces et s'amusaient à servir eux-mêmes, en tabliers blancs, une nombreuse tablée de braves serviteurs dévoués de longue date à leur famille ; leur fils Samuel, qui n'a pas encore deux ans, était garçon d'honneur de mariés.

EYRAUD EN PRISON.—Eyraud, qui est en ce moment à Mazas, attend, sans paraître le redouter, le moment de passer aux assises.

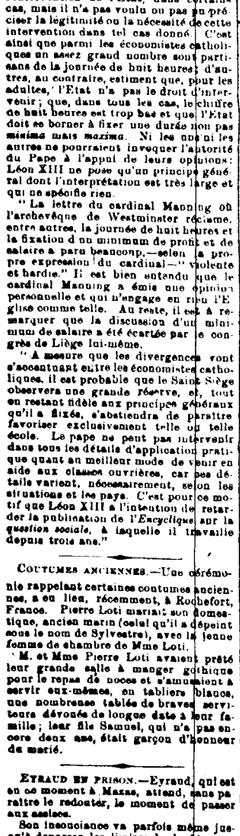
Son inconscience va parfois même jusqu'à dépasser les limites de la décence, et il tient à ses gardiens des propos ignobles.

Il manifeste l'intention de demander l'ajournement de sa comparution aux assises.

Il désirerait, paraît-il, n'être jugé qu'en décembre, afin d'avoir le temps de compulser son dossier et d'en prendre suffisamment connaissance.

Reste à savoir s'il sera déféré à ce vœu : c'est assez improbable.

BELGIQUE. — TRIOMPHE DES SOCIALISTES.—Le 21 septembre, ont eu lieu à Gand, les élections pour les conseils de l'industrie et du travail. Les socialistes l'ont emporté à plus de 3,000 voix de majorité. Ils ont manifesté leur joie par des démonstrations enthousiastes au *Vooruit*



CHRONIQUE DE LA VILLE.

Nouvelle-Orléans, 8 oct 1890.
Indications pour la Louisiane—Temps beau, vents tournant au sud, un peu plus chaud.

Température du 7 octobre 1890.
Thermomètre de E. & L. CLAUDEL, Opticiens No 143 rue du Canal.
Entre Carondelet et Baronne.

	Fahrenheit	Centigrade
7 heure du matin.....	72	22
Midi.....	75	24
3 P. M.....	74	23
6 P. M.....	73	23

MARIAGES, NAISSANCES ET DÉCÈS

Inscrits au Bureau de Santé dans les dernières 24 heures.

Mariages.

Ferdinand Tig à Mlle Mathilde Kronenberger.
Nathan Parker à Mlle Juliette J. Evans.
Miles Millet à Mlle Berthe Chanchon.
John Geisemann à Mlle Johanna C. Gross.
Emile F. Sancho à Mlle Marie A. Dedard.
Robert S. Orkney à Mme Veuve Eliza A. Caron.
Mme F. Dewar à Mlle Cora Slater.
Louis Landwehr à Mlle Marie Cazères.
John Harra à Mlle Margaretta Schmitt.
William L. W. Garner à Mlle Mary E. Bathiger.

Naissances.

Mme Ferdinand Frek, un garçon.
Mme Julius Stekey, un garçon.
Mme John Lucenbuhl, un garçon.
Mme Robert B. Mitchell, un garçon.
Mme Wm. Burns, un garçon.
Mme Henry Hartmann, un garçon.
Mme Henry Stafford, un garçon.
Mme Bernard Massmann une fille.
Mme Joseph Miller, une fille.
Mme Philip Seaner, une fille.
Mme Anthony Frey, une fille.
Mme Anthony Roth, une fille.
Mme Albert Daley, une fille.
Mme Wm. Salser, une fille.
Mme Hubert Spohrer, une fille.
Mme Thomas Scott, une fille.
Mme Mitchell Brooks, jumeaux, garçon et fille

Décès.

Martin Cannon, 8 jours, 76 rue Joséphine.
John Geier, 1 mois, 17 rue Sud Derbigny.
Mme Mary Miller, 20 ans, 57 rue Dryades.
Corinne Duverney, 3 ans, 365 rue Huitième.
Henry Labesse, 2 mois, coin Foxtail et Dauphine.
Arthur W. McPherson, 5 ans, Alger.
Julius Pfeiffer, 69 ans, 1166 rue Magasins.
Octavia Daruiset, 11 mois, rue Villere, près Clouet.

Mass Meeting du Deuxième district.

Hier soir a eu lieu, au square Congo, le meeting de ratification de la nomination du Gén. A. Meyer comme candidat au Congrès pour représenter ce district. Près de 1,500 personnes étaient rassemblées autour de l'estrade lorsque les orateurs y ont pris place.

On y remarquait aussi les personnes suivantes :

Henry R. Ducastaing, Alex. Pujol, Jos. Demorueille, Aug. Worner, Jr., Albert Voorhies, A. C. Landry, T. A. Beck, Geo. Lhote, Vital Tujaque, Jos. Risch, Jos. Lavalle, John Herbert, Frank Kerner, M. C. Berry, James McCracken, J. C. Despaux, Wm. Gomez, Geo. Lagarde, Jake Israel, Jos. Garidel, Larry Kenney, Paul Godchaux, Thomas J. Moran, Chas. Bollwitz, Paul Mailhes, Jos. Giacomo, Dr. de Villeneuve, M. Mandolara, Jos. Perrier, A. Sulpice, Louis J. Rossi, L. P. Bouby, Victor R. Haistre, Chas. G. Prados, Chas. Miller, Col. Edmond Breaux, Col. Emile Kambaut, John B. Laguaite, L. Placide Canonge, F. A. Lartigues, Jacob Spitzmiller, Levy P. Joffrion, Dr. Patorno, John Carnego, P. Léonce Bonny, Santo Oteri, Aug. Uhle, A. Rebamack, Dr. J. Chrétien, A. B. Augand, A. Rabouin, C. L. DeFuentes, Jas. Demorueille, Chas. G. Andry, Solomon Boch, Sydney F. Lesser, John Pollock, Alex. Hopkins, Secretaire Andry, Jas. Rea, B. Lavigne, Sam'l Beck, B. Phillips, M. Rosenbaum.

A 7 heures 30, le capitaine Jules Bonafon a présenté à l'assistance comme président du meeting, M. L. Bonny, qui a son tour a présenté les divers orateurs dans l'ordre suivant :

L'Hon. Jonas s'est adressé en ces termes à ces concitoyens :

M. le Président et Citoyens du Deuxième District—C'est pour moi un honneur et un plaisir de me trouver ce soir au milieu de vous et de voir réunis en aussi grand nombre tous les bons démocrates qui contribueront, je l'espère, au succès de notre candidat, au triomphe de notre cause.

Leur patriotisme ne s'est, du reste, jamais démenti, car depuis longtemps ils nous ont présenté par un désintéressement élu, il y a deux ans, l'Hon. Th. Wilkinson pour la deuxième fois, et l'eut-il pas refusé cette fois l'honneur de retourner à Washington défendre leurs intérêts, parce que les siens l'en empêchaient, il n'eut certainement été réélu. Mais le candidat que vous avez devant vous ce soir et qui vient solliciter vos suffrages, peut vous rendre les mêmes services que son prédécesseur et a droit à l'appui de tous, bien que beaucoup d'entre vous ne le connaissent point parce qu'il est au début de sa carrière politique, parce qu'il n'est pas un politicien.

C'est un homme modeste qui a toujours vécu parmi vous depuis qu'il a résolu de s'y fixer, un citoyen honorable qui s'est associé à toutes vos entreprises et a toujours eu à cœur les intérêts et la prospérité de la Nouvelle Orléans.

Considérez maintenant les titres à vos suffrages, du candidat que lui oppose le parti républicain. Il compte sur sa vie passée pour lui les gagner, c'est sur un drapeau rouge devant un taureau furieux, c'est ranimer, c'est exciter la colère et le ressentiment de la population.

Depuis 20 ans que par la grâce de Dieu il a quitté les fonctions publiques, il semble qu'on ne puisse parvenir à le convaincre qu'il n'est pas l'homme le plus populaire de l'Etat. Que le parti républicain nous gratifie de Warmoth comme colisteur de nom, qu'il lui accorde toute autre place qui n'affecte pas directement nos intérêts, nous ne nous en inquiétons que médiocrement, mais lorsqu'il s'agit de l'envoyer au Congrès et de lui confier la défense des intérêts de la population, celle-ci a le droit, le devoir de s'émouvoir et de se récrier, elle a le droit de faire son choix selon son opinion ; ce choix est chose faite, M. A. Meyer a été nommé par la convention et je vois par la nombreuse assistance assemblée ici, soit que cette nomination sera définitive.

Ici, l'orateur rappelle comment a été tenue la convention républicaine à laquelle Warmoth n'a pas assisté, simplant la maladie pour se soustraire à l'obligation de paraître en public.

C'est à vous, continue l'orateur, c'est à vous, citoyen, qui gagner votre vie à la sueur de votre front, que Warmoth demande d'approuver, en soutenant le parti qui représente, le vote du bill McKinley qui augmente considérablement le prix de vos vêtements, de vos couvertures, de vos chaussures, des couteaux et ustensiles de toute sorte dont l'usage est indispensable et quotidien.

Quant au *Force Bill* il est destiné uniquement à assurer le séjour au congrès de M. Reed et de ses confrères républicains.

M. Warmoth, vous l'avez remarqué a cherché ridiculement à profiter de la division des démocrates sur la question de la loterie, mais nous avons le temps de discuter cette question et elle ne doit avoir aucune influence sur la présente élection.

Je remarque parmi vous un assez grand nombre de citoyens de couleur qui ne sont pas venu, je pense pour entendre dire des compliments de Warmoth, je crois plutôt qu'ils sont venus parce qu'ils ont enfin vu clair et que leur intention est de nous aider à le battre. Qu'ont-ils jamais obtenu, en effet, du parti républicain ? Des promesses et de l'ingratitude.

Je vois avec plaisir que leurs yeux se sont ouverts à la vérité et qu'ils ne veulent pas se laisser tromper une fois de plus. L'orateur termine par les exhortations d'usage, à l'adresse des électeurs.

Le Gén. Jastremski annonce que quoique non moyens résident, il vient se joindre à la colonne démocratique du deuxième district et que tous ses vœux sont pour son succès dans la prochaine élection. Il parle des désastres de la guerre et des calamités qui l'ont suivie, des lois de reconstruction, de la ruine du *banking system* de la Louisiane, antrefois si florissant, etc.

Le peuple, dit-il, a le droit indiscutable de gouverner selon son désir ; il n'appartient pas plus à la Louisiane de dicter ses lois au Kentucky qu'à celui ci d'imposer les siennes à la Louisiane et la population doit être gouvernée selon ses opinions politiques ou religieuses qui doivent être également respectées.

Après ces courtes allocutions de M. L. P. Bouby, M. Théo. Wilkinson prend la parole et annonce qu'il a plaisir à s'adresser à cette assistance qui, il y a six ans, lui a donné ses suffrages, cette assistance à laquelle il doit tant de gratitude et de sincères remercements pour l'accueil flatteur qu'elle lui fait.

Après avoir donné une explication du Bill McKinley et du Force Bill qui prend plus que l'argent des citoyens et s'attaque même à leur liberté individuelle, M. Wilkinson dit que les républicains connaissaient l'envoi d'un des leurs au Congrès pour contrôler les actes de ce Congrès et mieux servir nos intérêts dans un milieu républicain ; mais qu'a donc fait M. Coleman et quel avantage y aurait il pour nous à nommer un second représentant républicain ? M. Wilkinson exprime l'espoir que cette fois la division, le 2me district le remplacera au Congrès par un démocrate et que ce démocrate sera M. A. Meyer.

M. E. A. Sullivan, de Lafourche, passe brièvement sur l'histoire de Warmoth, malheureusement trop connue pour la population et pour l'Etat et Paris immédiatement de M. Meyer—un homme sans prétentions et qui a beaucoup de qualités. Ce n'est pas à proprement parler un orateur, mais un représentant au Congrès n'est pas exclusivement un homme qui parle au nom et à l'heure. C'est malheureusement parce qu'il y en a trop de cette catégorie au Congrès que la poste se trouve encombrée de discours qui tiendraient dans un volume, si on voulait les réduire à ce qu'on y trouve de sensé.

De même que l'on juge l'arbre par ses fruits, de même il faut juger l'homme par ses actes et non par ses paroles.

L'orateur rappelle le choix de M. Meyer comme arbitre en 1881, entre les patrons et les ouvriers en grève et la solution satisfaisante qu'il sut donner à la question. Il fait aussi son éloge comme commerçant.

Il parle aussi du bill McKinley et déclare qu'il frappe surtout l'ouvrier, celui qui gagne péniblement sa vie et qui a le plus besoin de protection.

Les républicains attaquent directement la Constitution et voudraient changer le gouvernement démocratique en gouvernement autocratique.

Après avoir parlé du Force bill et de ses conséquences, M. Sullivan dit que le gouvernement républicain signifie domination du nègre ; voilà pourquoi il est urgent, il est indispensable de se coaliser contre le mouvement fort actif du parti Warmoth pour étouffer la tentative de ce parti pour regagner le terrain perdu, et il faut l'espérer, à jamais perdu.

Le juge Alfred Roman voit avec plaisir représentés dans l'assistance tous les wards composant le Deuxième District. Après avoir rappelé le gouvernement tyrannique antérieur à 1874, il parle du soulèvement qui eut lieu à cette époque où l'on balaya les vestiges du despotisme de Kellogg et Warmoth.

Ce fut la renaissance de la Louisiane.

M. Roman parle de l'audace de M. Warmoth qui croyant ses méfaits oubliés s'était présenté comme gouverneur contre le gén. Nicholls. Il rappelle le honteux échec qu'il subit et exprime l'espoir que cette fois sa défaite sera plus complète encore, car il estime que les trois quarts au moins de la population de couleur l'ont abandonné.

Le victoire n'est pas douteuse, car le district est démocratique, mais il ne faut pas s'endormir et c'est à ce prix que la Louisiane sompteras un nuit de plus pour défendre ses intérêts et ses droits.

L'Hon. A. Meyer prend à son tour la parole au milieu d'applaudissements prolongés.

Etre le porte étendard de la démocratie est, dit-il, un honneur tout particulier dont je suis fier d'être l'objet. J'éprouve la plus profonde gratitude pour ceux qui ont jugé convenable de me choisir et je vous remercie tous de l'accueil qui m'est fait.

Je ne m'arrêterai pas à cette heure avec vous à répéter ce qui a été longuement dé eloppé par les orateurs précédents et comme l'a dit avec raison mon ami M. Sullivan n'étant pas un orateur, je serai bref.

Durant les vingt années que j'ai passées parmi vous j'ai été exclusivement commerçant et ne me suis jamais mêlé de politique. Toutefois, un politicien n'est pas toujours celui qui vit de la politique et qui en fait une sorte de métier, c'est quiquefois aussi et ce doit être celui qui réfléchit aux causes et aux effets des événements pour tirer le meilleur parti de ses observations.

Le bill McKinley sur lequel M. Meyer glisse rapidement, aura pour résultat, à son avis, une révolution économique qui l'inquiétera. Il considère comme bien autrement importante le *Force Bill*, sur lequel le sénat n'a pas encore statué, bill qui prive les citoyens de la liberté, de la prospérité, de la tranquilité d'esprit qui sont indispensables à la réussite de nos entreprises agricoles, industrielles et commerciales.

Si ce bill venait à être voté par le Sénat, nous nous verrions dans l'obligation de reprendre le fusil (applaudissements) pour défendre nos droits violés. Ceux de la race de couleur qui sont plus intelligents comprendront que nos intérêts sont les leurs.

Ils produisent le coton et le sucre, nous avons besoin d'eux, ils sont utiles pour assurer notre prospérité et ils ont autant d'intérêt que nous à envoyer au Congrès un représentant démocrate, qui protégera les intérêts du pays et nous assurera la tranquilité.

J'aurai, dit M. Meyer en terminant, l'occasion de vous revoir plusieurs fois avant la fin de la campagne, mais je tiens à vous dire, avant de vous quitter ce soir, que je ferai tous mes efforts pour être digne de votre confiance.

Je sais que mon peu d'expérience ne me permettra peut-être pas de vous servir comme l'a fait et comme l'eut fait encore mon prédécesseur, mais je ferai tous mes efforts pour m'acquitter de mes fonctions à votre satisfaction.

Le meeting est terminé au milieu d'applaudissements prolongés.

Café-Restaurant Buisson.—Ouverture.—M. J. A. Buisson a fait, hier soir, l'ouverture de son café restaurant, coin Bourbon et Toulouse, avec beaucoup de bonheur, avec beaucoup d'éclat même..... Il y avait dîner intime de la Presse, on dîner très fin, s'il vous plaît, à neuf heures du soir, et seulement de vins et de liqueurs de première cuvée, mais aussi de musique, et de la bonne, par plusieurs des chefs de pupitre de l'orchestre de l'Opéra : MM. Wangler, Bernfort, Bogaert, Varrieugh, Lenom, Chavaz et Bard.

C'est toujours avec plaisir qu'on voit s'élever et prospérer, dans le quartier français, un établissement de ce genre, tenu non pas seulement avec correction, avec ce que l'on appelle une bonne maison, de bonne liqueurs—deux choses que tout restaurant peut se procurer moyennant un peu d'argent—mais avec intelligence, avec ce je ne sais quoi qui vous plaît, parce que cela ne se trouve pas ailleurs. Le fait est que, dans ce cafetier-restaurant, dans ce restaurateur cafetier, comme on voudra, qu'appelle Bnisson, il y a un homme d'affaires, ayant en tête quelques idées générales, susceptibles de longue à l'usage de la communauté, du Second district.

Dans ce voisinage de l'Opéra français, où l'on n'a jamais vu, jusqu'ici, que quatre ou cinq buvettes (bar rooms, en anglais), il a trouvé le moyen d'établir une agence pour les navires qui traversent l'océan, pour les chemins de fer qui sillonnent l'Amérique. Grâce à lui, si vous désirez faire un voyage en mer, soit par la compagnie transatlantique française, soit par les lignes Red Star ou Cromwell, vous n'avez pas besoin d'émigrer dans le quartier américain ; vous pouvez vous procurer les billets que vous voulez, coin Toulouse et Bourbon, en rentrant chez vous, dans l'après-midi, on en allant, le soir à l'Opéra.

C'est tout à fait une nouveauté que cette agence. Dieu veuille que ce soit le bienfaisant microbe destiné à propager l'épidémie des affaires, dans notre malheureux district délaissé.

Cour Civile de District. — Les successions C. Blanchilde et K. E. McCloskey sont ouvertes.

A. Bernau contre J. D. Bothick, pour $750.

Mme Nicolas A. Kemlinger contre Dom. Gunes, pour $500 de dommages.

Lionel Adams et H. Heidenhain contre R. Ehrman, pour $1,000.

Charlotte E. Kolf demande l'émancipation.

V. Petit contre L. Delcazel, pour $1,000.

Cour Criminelle.—Petit Jury :

W. B. Krumbhaar	John A. Brine
Adolph Hollander	Wm. G. Koch
John S. Smith	Emanuel Steinhardt
Daniel Quinlan	Louis Wolf
Emil A. Jourdain	Louis J. Verret
Jos. McNamee	Adolph Schearich.
Joseph Schmidt	John White, Jr.
Wm. E. Williams	Jos. H. McEvoy
Jos. A. Witt	Frank Sattinere
George Smith	Wilfred Guerreria
George Redersheimer	Hortalo Fargio
Leon Kohn	John E. Rodd
Henry Fiedin	Sidney F. Perret
Edmund J. Isaac	Sidney J. Poupart
H. Fitzhugh North	M. B. Oldenberg
Raymond Otero	Sigmund Kraus
John P. Hopkins	James T. Hayden
Edward Marchesos	Orson Malin
Francis Morère	Wm. Matrosse
W. H. Milloy	John H. Landwehr
John J. Mosten	Edward Lacmar
Wm. A. Labatt	J. W. Labouisse
John A. Lacroix	Edward Uschwing
Michael J. Gunnig	Frank A. Grunnow
Eugene Gaupp	Jacob Gits
Wm. Renninger	J. F. Dasseresu
Frank Conrades	George D. Dragis
Henry W. Grone	Miguel Roca
R. S. Calling	Albert R. Bilcke
John T. Basford	Ed. H. Barnesi
Henry V. Bertoulin	Gottlieb Stolnes, Jr
James A. Aipuente	Eugène Phil pe
	Adrien Ortolan

B. Valermin, voies de fait, $20 ou trente jours.

Shorty McLaughlin, voies de fait, $25 et dix jours.

Vol.—Mme Vve Baro a fait arrêter, hier matin, au No 168 de la rue Tremé, un nègre du nom d'Ezéchias Fabre qu'elle accuse de lui avoir volé une pendule qui lui avait été confiée.

Dans le fleuve.—Hier matin à 11 heures 15, un nommé Patrick McCalie, chauffeur à bord du steamship *Essex*, est tombé accidentellement dans le fleuve, au pied de la rue Press.

Il a été sauvé par un matelot qui lui a jeté une bouée de sauvetage.

CONSEIL MUNICIPAL.

Le Conseil s'est réuni hier soir à 7 heures 30 sous la présidence du maire Shakespeare.

Vingt-deux membres étaient présents.

Le message du maire est lu par le secrétaire.

Mairie de la Nouvelle-Orléans,
7 octobre 1890.

Soumis au Conseil de Ville pour son approbation :

1.—Le rapport du Trésorier pour la semaine se terminant le 5 octobre.

2.—Une communication du Bureau de Santé invitant le conseil à assister à une conférence qui sera tenue le 15 courant au local du dit Bureau, pour considérer un nouveau projet de reconnement.

3. Le rapport du commissaire des édifices publics pour le mois d'août, relativement au travail fait par les prisonniers du Police Jail pendant la semaine, finissait le 4 octobre.

4. Pétition des habitants des 6me et 7me districts, demandant que lesdits districts soient éclairés avec des becs de gaz.

5. Communication du commissaire des travaux publics transmettant au Conseil un rapport des propriétaires des fourrières.

Respectueusement,
JOS. A. SHAKESPEARE.

Une discussion s'élève parmi les membres du Conseil pour savoir si le procédé de l'élection du recorder Bringier était légale.

M. Brittin dit que l'avocat de la ville est de l'avis contraire.

Sur motion de M. Brittin, la nomination de M. Bringier est confirmée par un vote de 20 contre 5.

Sur motion de M. Pragne, M. Bringier est assermenté recorder des 1er et 4me districts ; MM. Pragne et Bowman sont délégués pour l'accompagner devant le maire.

Il est donné lecture d'un message spécial du maire, qui est ainsi conçu :

Nouvelle-Orléans, 7 octobre 1890.

Au Conseil Municipal :

Des récents accidents dont ont été victimes les employés des compagnies électriques démontrent une fois de plus le danger auquel les habitants sont exposés par l'existence des fils de ces compagnies. J'ai toujours remarqué que quand un accident de ce genre arrive, l'indignation publique éclate, mais qu'aucune mesure pour les empêcher n'est prise.

Je recommande qu'un comité soit nommé pour faire une enquête et pour examiner la façon dont les fils sont placés et isolés.

Il y a déjà à la Nouvelle Orléans plus de fils électriques que dans n'importe quelle ville des Etats Unis, et bientôt leur nombre sera encore augmenté.

Le Conseil devrait appointer un inspecteur de fils électriques, qui ferait des rapports au Maire sur l'état de différentes compagnies de lumière électrique.

Le devoir de cet inspecteur serait d'examiner les fils déjà placés et d'indiquer où les nouvelles lignes devraient être établies. Il aurait le pouvoir de prendre connaissance de tout nouveau contrat qui serait fait avec ces compagnies.

Il me semble que quand un accident de ce genre arrive, l'indignation publique éclate, mais qu'aucune mesure pour les empêcher n'est prise.

Je recommande qu'un comité soit nommé pour faire une enquête et pour examiner la façon dont les fils sont placés et isolés.

Il y a déjà à la Nouvelle Orléans plus de fils électriques que dans n'importe quelle ville des Etats Unis, et bientôt leur nombre sera encore augmenté.

Le Conseil devrait appointer un inspecteur de fils électriques, qui ferait des rapports au Maire sur l'état de différentes compagnies de lumière électrique.

Le devoir de cet inspecteur serait d'examiner les fils déjà placés et d'indiquer où les nouvelles lignes devraient être établies. Il aurait le pouvoir de prendre connaissance de tout nouveau contrat qui serait fait avec ces compagnies.

J'ai toujours remarqué que quand un accident de ce genre arrive, l'indignation publique éclate, mais qu'aucune mesure pour les empêcher n'est prise.

Je recommande qu'un comité soit nommé pour faire une enquête et pour examiner la façon dont les fils sont placés et isolés.

Il y a déjà à la Nouvelle Orléans plus de fils électriques que dans n'importe quelle ville des Etats Unis, et bientôt leur nombre sera encore augmenté.

Le Conseil devrait appointer un inspecteur de fils électriques, qui ferait des rapports au Maire sur l'état de différentes compagnies de lumière électrique.

Le devoir de cet inspecteur serait d'examiner les fils déjà placés et d'indiquer où les nouvelles lignes devraient être établies. Il aurait le pouvoir de prendre connaissance de tout nouveau contrat qui serait fait avec ces compagnies.

Je suis d'opinion que le Conseil devrait nommer un comité spécial du maire, qui est ainsi conçu :

Nouvelle-Orléans, 7 octobre 1890.

Au Conseil Municipal :

Des récents accidents dont ont été victimes les employés des compagnies électriques démontrent une fois de plus le danger auquel les habitants sont exposés par l'existence des fils de ces compagnies.